

## MEXIQUE - ÉTATS-UNIS

# « À bas le mur de la honte de Trump, abrogation du traité de libre-échange NAFTA ! »

Une interview d'Alan Benjamin, l'un des organisateurs de la conférence, membre du comité de suivi du Comité ouvrier international, responsable du journal *The Organizer* et militant syndical à San Francisco.



Une conférence binationale s'est réunie les 2 et 3 décembre à Carson (Californie). Elle a été convoquée sur deux mots d'ordre : « À bas le mur de la honte de Trump » et « Abrogation de NAFTA (1) » et a réuni plus de 200 délégués, pour la plupart des délégués syndicaux venus de plusieurs États des États-Unis et du Mexique.



### Qui participait à cette conférence ?

Des États-Unis, quatre conseils syndicaux régionaux de la centrale syndicale AFL-CIO de Californie ont participé à la conférence, parmi eux le Los Angeles County Federation of Labor, qui représente 800 000 travailleurs. La présence du secteur « latino » du mouvement ouvrier de Californie était importante, avec la participation de la fédération de l'État de LCLAA-AFL-CIO (Labor Council for Latin Advancement).

Des délégations de jeunes également (plus de 60 étudiants de la région métropolitaine de Los Angeles), de femmes travailleuses et de syndicats du Midwest (dont six délégués du local 551 de Chicago/Northern Indiana du syndicat de l'automobile UAW) où, avec la délocalisation au Mexique, plusieurs usines ont été fermées, avec une suppression massive d'emplois.

Pour le Mexique, des délégations larges de jeunes, de syndicalistes et de travailleurs de Mexicali, de Tijuana et de Ciudad Juarez ont pu venir. Mais plusieurs délégations du pays n'ont pas pu être présentes, faute d'avoir obtenu des visas.

Par exemple, six délégués des secteurs de la santé, de l'éducation et du pétrole de l'État du Chiapas, cinq délégués de la direction du syndicat des travailleurs agricoles de San Quintin (Basse-Californie), mais pour San Quintin, une conférence Skype a permis leur participation directe.

Nous avons reçu des messages d'organisations liées ou participant aux campagnes du Comité ouvrier international à travers tout le continent, et de ses deux coordinateurs.

### Quelles ont été les discussions de la conférence et les initiatives proposées ?

**Concernant le NAFTA :** pour tous les intervenants, ce traité de libre-échange n'est pas amendable, c'est une arme de destruction des nations et des travailleurs, des emplois, des ressources naturelles, des syndicats eux-mêmes.

Dans ses conclusions, la conférence a soutenu la résolution adoptée par le conseil syndical de San Francisco de l'AFL-CIO appelant à l'abrogation du NAFTA et a proposé que cette résolution soit soumise à adoption partout dans le mouvement syndical. Elle a proposé que les conclusions de la conférence soient envoyées à la direction nationale de l'AFL-CIO qui, le 13 décembre, organise une journée d'action nationale pour « remplacer le NAFTA par un traité qui mette en avant les intérêts des travailleurs », mais qui le fait à partir de propositions d'amendements au traité existant.

La conférence a décidé d'expliquer au contraire en quoi ce traité n'est pas amendable. La seule solution à même de répondre aux intérêts des travailleurs, c'est son abrogation et, s'agissant du Mexique et des États-Unis, la renationalisation de tout ce qui a été privatisé sous couvert du NAFTA tout au long de ces vingt-trois dernières années.

**Concernant le « mur de la honte » de Trump :** la conférence s'est évidemment prononcée pour qu'il soit mis à bas, tout comme doit être mis à bas celui qui existe déjà et qui a été élargi, tout au long de la frontière, par toutes les administrations américaines depuis la signature du NAFTA en 1994. La conférence s'est également prononcée pour qu'il n'y ait pas une seule déportation de plus, pour que les 800 000 jeunes « dreamers » (2) arrivés enfant aux États-Unis et pour lesquels Obama avait octroyé un sursis de déportation, puissent rester aux États-Unis sans condition, et reçoivent leurs papiers de citoyen maintenant. La conférence s'est prononcée pour maintenir et élargir le TPS (Temporary Protective Status), qui accorde un sursis à la déportation aux centaines de milliers de réfugiés d'Haïti et d'Amérique centrale que Trump veut expulser. Les délégués à la conférence ont décidé de soutenir cette campagne et de la promouvoir dans les organisations syndicales dont ils sont membres.

### Et sur la lutte de classe au Mexique et aux États-Unis ?

L'une des questions majeures a été la discussion et l'adoption d'une campagne contre les privatisations des deux côtés de la frontière. Au Mexique, avec la bataille pour la défense de Pemex (entreprise publique chargée de l'exploitation du pétrole), menacée par une renégociation qui veut graver dans le marbre la privatisation totale de cette entreprise d'État, et le combat pour défendre le système de santé public et l'école publique. Aux États-Unis, l'axe central est le combat pour la défense de l'instruction publique et pour imposer le système de sécurité sociale « payeur unique ». La conférence a souligné l'aggravation des mesures de privatisation au cours de vingt-trois années d'application du NAFTA, traité qui considère que les services

publics et les entreprises publiques sont des « obstacles à la libre circulation des capitaux et du commerce ».

La conférence a mis aussi en avant deux campagnes en relation avec les travailleurs agricoles, aussi bien à San Quintin, au Mexique, qu'en Caroline du Nord, aux États-Unis. En ce qui concerne le Mexique, 80 000 travailleurs agricoles mènent une lutte acharnée depuis deux ans et demi pour la reconnaissance de leur syndicat indépendant dans la vallée de San Quintin et pour un contrat collectif, contre la compagnie américaine Driscoll's. Ils exigent leur syndicat et un contrat parce que les conditions de travail sont inhumaines : les enfants travaillent et ne vont donc pas à l'école, des produits toxiques bannis aux États-Unis sont utilisés, entraînant un grand nombre de cancers et autres maladies graves, allant jusqu'à des morts dans les champs du fait de ces conditions de travail. La conférence a décidé de prendre en charge une campagne de soutien aux exigences



## Enquête internationale sur la situation des femmes travailleuses

LA QUESTION des femmes travailleuses a été pleinement discutée, dégagant de premiers éléments pour l'enquête internationale lancée par le Comité ouvrier international (COI). Une représentante des femmes travailleuses de la maquiladora de la compagnie Lexmark, à Ciudad Juarez, au Mexique, a fait état de la violence organisée au travail contre les femmes, ainsi que des conditions déplorables dans les usines, où les femmes n'ont pas accès à des masques, des vêtements de protection et des lunettes spéciales pour se protéger du toner pour les imprimantes, responsable d'une hausse vertigineuse des cancers et de morts parmi les femmes travailleuses.

La conférence a décidé de mener campagne pour faire connaître cette situation et pour que les syndicats et les organisations ouvrières prennent en charge cette campagne. Nous avons entendu un rapport sur la situation des femmes employées dans les

champs dans la vallée de San Quintin. Elles travaillent douze heures par jour, sont victimes d'abus des patrons et des contremaîtres, de viols continuels. Quant aux enfants, ils ne vont pas à l'école. Il a été décidé de faire une campagne spécifique sur la situation des femmes dans cette région.

Une commission de femmes travailleuses s'est réunie lors de la conférence et a rédigé une courte déclaration demandant que les syndicats prennent en charge une campagne ponctuelle contre les abus sexuels et le harcèlement contre les femmes au travail.

